

RENTRÉE 2019

REPRENONS LA MOBILISATION

Une rentrée catastrophique

L'année passée a été marquée par des mobilisations d'ampleur : contre la réforme du lycée professionnel, contre la réforme du lycée général et technologique et du baccalauréat, contre Parcoursup, et bien sûr contre la loi Blanquer. Cette mobilisation a connu des victoires, avec notamment l'abandon, du moins à ce stade, des Écoles publiques des savoirs fondamentaux, du statut de supérieur hiérarchique pour la direction d'école et l'interdiction d'accompagnement des sorties par les mères voilées.

Cela dit, plusieurs dispositions inacceptables de la loi Blanquer, promulguée le 28 juillet, sont passées et doivent être abrogées :

- ➔ l'officialisation d'une école à 2 vitesses avec les EPLEI (Établissements Publics Locaux d'Enseignement International) implantés principalement dans les beaux quartiers ;
- ➔ la mise en œuvre des PIAL, les pôles inclusifs d'accompagnement localisés, qui en mutualisant les affectations d'AESH (accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap), précariseront encore davantage les personnels et dégraderont leurs missions ;
- ➔ le financement des écoles maternelles privées via l'obligation de scolarité dès 3 ans, alors même que 400 écoles rurales vont fermer ;
- ➔ la surenchère réactionnaire et nationaliste à l'œuvre avec l'obligation d'afficher les drapeaux et les paroles de l'hymne national en classe.

La mise en œuvre progressive des autres dispositions de la loi va suivre, ne laissons pas faire !

Les conditions de rentrée se détériorent toujours plus cette année :

- ➔ la suppression de 3550 postes se fera largement ressentir dans l'organisation des services, qu'il s'agisse des enseignant-e-s ou des administratifs-ves ;
- ➔ l'imposition de la deuxième HSA obligatoire, alourdira encore la charge de travail ;
- ➔ la mise en œuvre des réformes des lycées : les emplois du temps, en lycée professionnel ou en lycée général et technologique, sont dans de nombreux endroits catastrophiques ; ils pèsent sur nos conditions de travail et la vie personnelle et familiale ;
- ➔ les postes non pourvus : le ministère est directement responsable du manque d'attractivité du métier d'enseignant-e (bas salaires, autoritarisme, conditions de travail dégradées), et 1400 postes sont aujourd'hui non pourvus par la session 2019 des concours (en plus des 3550 suppressions) : ce seront autant de stagiaires de moins et de précaires en plus.

Dégradation des conditions de travail de toutes et tous, niveau de vie qui baisse, multiplication des tentatives de reprise en main autoritaire...

Au delà de l'école, de nouveaux mauvais coups vont pleuvoir, même si certains ont été retardés par le mouvement des Gilets Jaunes : réforme de la fonction publique, de l'assurance chômage et bien sûr des retraites.

Comment continuer à lutter pour une école émancipatrice et égalitaire ? Discutons-en dès la pré-rentrée dans tous nos établissements et multiplions les AG locales !